

## Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

---

### LES TABLES RONDES DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS.

Depuis 1994, la Fondation Jean-Jaurès organise une à deux tables rondes internationales par an, généralement en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert et sous les auspices de l'Internationale socialiste.

La tenue de ces tables rondes a pour origine une double conviction. La première, c'est que le socialisme ne saurait être un dogme figé. Il repose certes sur des valeurs, qui restent plus que jamais d'actualité. Mais il s'appuie aussi sur une méthode, qui doit sans cesse évoluer, et sur des propositions, qui doivent sans cesse s'adapter. La seconde, c'est que le bouleversement du monde que nous avons connu en moins de dix ans s'est davantage traduit par la destruction d'idéologies, qui avaient fait faillite ou qui étaient périmées, que par l'émergence d'idées neuves.

Ce décalage entre un socialisme nécessairement toujours en mouvement et des idées qui ont souvent vieilli impose un effort à la fois sur le fond et sur nos méthodes mêmes de réflexion. Nous avons considéré que trois objectifs devaient être poursuivis: d'abord, ne pas se limiter aux thèmes les plus traditionnels de l'action politique, mais explorer des champs nouveaux ; ensuite, créer des espaces de dialogue les plus ouverts possibles, qui réunissent des responsables politiques et des universitaires venus de tous les continents ; enfin, mener notre réflexion tranquillement, sérieusement, c'est-à-dire sans médiatisation ni précipitation.

LA TABLE RONDE  
SUR LES FONDAMENTALISMES.

C'est dans ce cadre que s'est tenue la table ronde sur *les fondamentalismes à l'aube du vingt et unième siècle*. Deux autres tables rondes l'avaient précédé : *l'avenir de la protection sociale* - dont les actes ont été publiés aux éditions de l'OURS en avril-mai 1995 - et *les médias et la politique*. Une autre sur les drogues est déjà programmée pour 1997.

Trois précisions, relatives aux actes que nous publions aujourd'hui, méritent d'être apportées. D'abord, s'agissant du *calendrier*, il faut souligner que la table ronde s'est tenue au mois d'avril 1996, c'est-à-dire *avant* la victoire du Likoud en Israël, l'arrivée au pouvoir des islamistes turcs au terme d'une alliance avec la droite et l'éviction, plus récente encore, de Bénazir Bhutto au Pakistan. Ensuite, s'agissant du *déroulement* de la table ronde, il faut préciser que les interventions centrales sont seules reproduites ici mais que trente universitaires et responsables politiques venant de treize pays différents ont participé aux deux jours de débat. Enfin, s'agissant du *thème* retenu, il faut mentionner qu'il nous a paru particulièrement important pour les sociaux-démocrates en raison de la triple instrumentalisation dont il est de plus en plus souvent l'objet : instrumentalisation, par les politiques, de la religion, perçue comme un moyen de conquête du pouvoir ; instrumentalisation, par les fondamentalistes, de la démocratie pour faire prévaloir leur conception du monde ; instrumentalisation, par les dictateurs de toutes sortes, des fondamentalismes pour légitimer à la fois leur maintien au pouvoir et les entraves aux libertés.

Scott Appleby - Thomas Meyer - Ingmar Karlsson  
Reimund Seidelmann - Raimon Obiols - Alain Chenal

## 2 - Perspectives d'action

***Après la Note n°3 sur les analyses régionales, voici la Note n°4 sur les perspectives d'action qui clôt la publication des actes de la table ronde internationale sur les fondamentalismes organisée par la Fondation Jean-Jaurès. Au-delà des misères sociales à soulager, des perspectives d'avenir à dessiner, des valeurs universelles à défendre, les sociaux-démocrates sont confrontés à des questions politiques et stratégiques urgentes : la volonté d'éradiquer les fondamentalistes est-elle réaliste ? la stratégie de soutien quasi-inconditionnel aux dictatures qui luttent, de quelque manière que ce soit, contre les fondamentalistes est-elle pertinente ? est-il possible et souhaitable d'engager le dialogue avec les fondamentalistes modérés pour les intégrer au jeu politique ? quelle place la France et l'Europe doivent-elles donner à leurs communautés musulmanes ? quelle politique doivent-elles mener par rapport à l'autre rive de la Méditerranée ? quelles positions doivent-elles adopter par rapport à l'accès des hommes et des marchandises à leurs territoires, sans lequel il n'y a ni échange intellectuel ni développement économique possibles ? Les différentes interventions évoquent sur tous ces points des pistes d'action, généralement convergentes, à l'évidence novatrices et qui, en tout cas, méritent d'être lues et débattues.***

---

La Fondation Jean-Jaurès remercie Colette Vernhes pour la transcription de tous les textes prononcés en Français; Claudette Bardou, pour la réécriture de toutes les interventions prononcées en Français et la traduction du texte de Thomas Meyer; Rodolphe Munoz pour la traduction de Scott Appleby; Benoît D'Ancona pour celle de Reimund Seidelmann; Axel Queval pour celle de Ingmar Karlsson; Véra Matthias pour la transcription des textes prononcés en Anglais ainsi que pour l'organisation de cette table ronde. La Fondation Jean-Jaurès exprime enfin sa gratitude à Alain Chenal pour son apport à la conception de la table ronde.

**Scott Appleby :**  
**professeur au**  
**centre Cushwa**  
**pour l'étude**  
**du catholicisme**  
**américain**  
**et à l'université**  
**de Notre-Dame,**  
**Indiana ;**  
**a co-dirigé**  
**les cinq volumes**  
**de l'étude sur**  
**Le projet**  
**fondamentaliste.**

## **La recherche universitaire : quels apports ? par Scott Appleby**

Le fondamentalisme religieux, peut-être plus que tout autre sujet, peut faire l'objet de lectures préjudiciables et de récits tendancieux qui tiennent aux perspectives et aux orientations de l'auteur, selon qu'il est religieux ou laïc, libéral ou conservateur, etc... J'ajoute que, dans la mesure où il existe, dans la seule langue anglaise et pour le seul fondamentalisme islamiste, plusieurs centaines de titres, je ne tenterai pas une analyse exhaustive mais me contenterai de quelques remarques générales sur les études comparatives ou spécifiques existantes ainsi que sur les grandes questions restant en suspens.

### **ETUDES COMPARATIVES :**

Les études comparatives comprennent un ensemble d'essais, résultant souvent de conférences sur le thème : "que faire, face à ces horribles fondamentalistes ?". Elles sont ainsi clairement construites autour des préjugés des éditeurs et des auteurs. Un exemple en est l'analyse de Lionel Kaplan, Les études du fondamentalisme religieux, qui pose comme hypothèse de départ que les extrémistes qui ne nous plaisent pas sont des fondamentalistes ; ainsi les auteurs découvrent-ils un fondamentalisme laïc en Turquie, des fondamentalistes restaurationnistes <sup>(1)</sup> en Grande Bretagne, etc.... Le phénomène fondamentaliste de Norman Cohen est une des versions les moins approfondies de cette tendance. L'auteur déduit en effet de ses descriptions pseudo-psychologiques de la personnalité fondamentaliste que le fondamentalisme est une donnée pathologique. Le moins que l'on puisse dire est que cela ne représente pas une ligne de recherche très lumineuse...

Certaines études plus sophistiquées partent d'une perspective occidentale pure et dure. Ces études analysent le terme fondamentalisme d'une manière nuancée et spécifique, reconnaissent le caractère problématique du terme, et le définissent comme, au choix :

- ✓ le plaquage occidental d'un terme protestant;
- ✓ un concept linguistique recouvrant les cadres coloniaux que l'on a voulu imposer aux cultures indigènes;
- ✓ une confirmation inconsciente de la tendance laïque à mettre toutes les croyances religieuses "dans le même sac" même celles qui sont ferventes et sincères - ainsi de l'hypothèse que tous les musulmans pratiquants sont fondamentalistes-;
- ✓ une confirmation inconsciente du fait que les fondamentalistes se réclament de la pureté et de l'ultra orthodoxie.

Le premier bon livre fut celui de Bruce B. Lawrence, Les défenseurs de Dieu : la révolte fondamentaliste contre l'âge moderne. Il explore les fondamentalismes juifs, chrétiens et musulmans, considérant leurs doctrines de strict attachement à la lettre des Ecritures comme une volonté d'établir des contre-textes au contexte de la modernité. Les fondamentalistes, pour Lawrence, sont des anti-modernistes modernes : ils veulent s'approprier les instruments et les processus de la modernité tout en remplaçant le système de valeurs laïques par un théisme et par un système semi-théocratique gouverné par la loi divine. Lawrence affirme aussi d'une façon frappante que les fondamentalismes modernes ont eu des antécédents, mais pas de précédents directs.

Le deuxième bon livre fut la série de cinq volumes : Le projet fondamentaliste, commandée par l'Académie américaine des arts et sciences et publiée par les presses de l'université de Chicago. Cette étude, dirigée par Martin E. Marty et R. Scott Appleby, englobe dans la catégorie du fondamentalisme non seulement les juifs, les chrétiens et les musulmans, -c'est-à-dire l'ensemble des peuples de la Bible- mais aussi les traditions religieuses asiatiques. Celles-ci ne se caractérisent historiquement en aucune manière par des Ecritures Saintes normatives avec des prescriptions religio-légales, ni par la notion d'un Dieu agissant dans l'his-

(1) **Restaurationnistes** : croyance que tous les pécheurs, après une période de purgatoire, connaîtront de nouveau la faveur de Dieu.

**“Les fondamentalistes se caractérisent par leur sélectivité, aussi bien dans leur appropriation de la tradition religieuse que dans leur utilisation des moyens de communication modernes”**

toire d'une manière linéaire. Mais elles ont néanmoins construit des nationalismes hindous et bouddhistes avec leurs préceptes quasi-religieux et leurs divinités occidentali-

sées servant de héros national et d'icônes nationalistes.

Cent universitaires de cinq continents différents ont contribué à cette étude encyclopédique, qui contient soixante-quinze études de cas et un volume comparatif final dans lequel Scott Appleby, Gabriel Almond et Emmanuel Silvan mettent en avant les caractéristiques idéologiques et organisationnelles du fondamentalisme religieux, développent une grille d'analyse permettant d'identifier les facteurs déclenchant, sociaux, politiques, économiques et religieux, de l'émergence des mouvements fondamentalistes dans le monde et concluent que, à la date de 1995, il en existe dix-sept, à l'intérieur de cinq traditions religieuses différentes.

### **Les caractéristiques idéologiques.**

Les fondamentalistes peuvent être définis par cinq qualificatifs :

- ✓ la réactivité à la marginalisation de la religion.
- ✓ la sélectivité aussi bien dans leur appropriation de la tradition religieuse (suivant une grille de lecture qui est instrumentale et politique plutôt que doctrinale et systématique), que dans leur utilisation des moyens de communication modernes et des nouvelles technologies.
- ✓ l'inafaillibilité dans leur insistance sur le fait que leurs sources de vérité scripturales et traditionnelles sont vierges de toute erreur historique, scientifique ou religieuse et, par là même, immunisées contre toute critique d'ordre scientifique.
- ✓ l'absolutisme, dans leur refus d'admettre un compromis dans la revendication de leur vérité, ou dans la reconnaissance de la légitimité d'une pluralité de vérités, de styles de vie, de valeurs morales ;
- ✓ le millénarisme, par leur croyance qu'ils sont les derniers agents

de Dieu sur Terre, qui vont faire entrer la victoire de la Vérité et sont ainsi autorisés à se dégager des interdits traditionnels concernant la violence, la revanche, et les autres tactiques militantes réservées pour les temps d'Apocalypse.

**“Les fondamentalistes se caractérisent par leur millénarisme, croyant être les derniers agents de Dieu sur Terre et ainsi autorisés à se dégager des interdits traditionnels concernant par exemple la violence”**

### **Les caractéristiques organisationnelles.**

Elles sont au nombre de quatre :

- ✓ ces mouvements sont dirigés par des leaders de sexe masculin, autoritaires et charismatiques;
- ✓ à l'origine, ils sont structurés comme des enclaves dans la société, avec une hiérarchie légère, comprenant un noyau dur au sein duquel existent des relations égalitaires et une répartition fonctionnelle;
- ✓ ils prescrivent un code de conduite et vestimentaire précis;
- ✓ ils consacrent une bonne partie de leur temps à fixer des frontières, et ce dans tous les domaines.

### **ETUDES DE MOUVEMENTS PARTICULIERS**

Il existe des centaines d'études individuelles sur des mouvements fondamentalistes dans différents pays et différentes régions. Celles-ci englobent des études de première main, effectuées par des Egyptiens, des Israéliens, des Sri-lankais et des Américains, qui analysent les mouvements fondamentalistes dans leurs pays respectifs, acceptant la description générale du fondamentalisme, sans utiliser nécessairement le terme.

Ces études contiennent des résultats significatifs pour notre compréhension du phénomène de la résurgence religieuse.

Elles démontrent, par exemple, que si les adhérents de base des mouvements fondamentalistes proviennent souvent des classes les plus pauvres et les moins éduquées, les permanents et les cadres moyens sont souvent des personnes instruites et qualifiées - ingénieurs, docteurs, professeurs, informaticiens -, issues d'un milieu dont l'orientation est, au

moins en partie, laïque.

Elles expliquent également que les adhérents du noyau dur :

✓ imitent les modèles et les processus de réussite de la modernité laïque qu'ils connaissent bien ;

✓ développent une critique sophistiquée de l'impuissance du socialisme, des différents nationalismes, du marxisme et du capitalisme impérialiste à créer des emplois, améliorer le niveau de vie, assurer la justice, éviter le développement de la corruption;

✓ essaient de lier ces échecs aux erreurs philosophiques du laïcisme du siècle des Lumières.

Parmi les études en un volume, il y a celles qui affirment que l'analyse du fondamentalisme proposé par les universitaires occidentaux les plus érudits est, par essence, défectueuse.

Ainsi, Gilles Kepel, dans *La Revanche de Dieu*, tente de découvrir de nouveaux caractères du fondamentalisme en examinant le phénomène non pas d'un point de vue chrétien mais en partant de l'Islam comme base de l'étude et comme première religion du monde. Il affirme l'importance des années 1970 et la considère comme la décennie clef du renversement, au niveau mondial, de la modernisation laïque.

Ainsi encore, mais dans une perspective orientée davantage vers l'Asie du Sud, Mark Juergensmeyer, dans *La Nouvelle Guerre Froide* : la montée du nationalisme religieux, tente de décrire le fondamentalisme, qu'il préfère appeler "nationalisme religieux", comme un modèle d'ordre et de gouvernement de rechange pour les pays en voie de développement.

## QUESTIONS EN SUSPENS

**P**our finir, certaines questions restent non résolues dans l'ensemble de la littérature disponible.

Premièrement, il y a le défi posé par les fondamentalismes à la théorie de la laïcisation du monde moderne qui soutient que la religion devrait se cantonner à la sphère privée, et être politiquement sans im-

portance - c'est la thèse du déclin des religions.

José Casanova, dans *La religion publique dans le monde moderne*, démontre de manière convaincante que la religion est tout sauf un épiphénomène. Au contraire, il souligne qu'elle

deviendra l'acteur principal de la sphère privée dans le prochain siècle.

D'autres affirment que la religion est condamnée à l'échec dans l'ordre politique, entraînant de manière imminente un déclin de la religion dans la sphère publique en général. Telle est la thèse de l'excellente étude d'Olivier Roy : *Les échecs de l'Islam politique*. Selon Olivier Roy, les islamistes de la génération précédente, qui furent anticléricaux, anti-intellectuels et traditionalistes, ont ouvert le chemin à une frange de néofondamentalistes qui ont canalisé la frustration dans la contestation politique, mais manquent de réels programmes politiques et économiques.

Deuxièmement, il importe de savoir si les différents fondamentalismes sont potentiellement démocratiques ou inévitablement répressifs : seront-ils les régimes totalitaires de demain, à tel point que leur apprentissage démocratique n'est rien de plus qu'une tactique - "un Homme, un vote...une fois" -? Le projet Fondamentaliste estime que les fondamentalistes, à travers les différents cas étudiés, n'ont pas encore développé de programmes économiques effectifs, et n'ont fait que s'emparer de ceux des conservateurs laïcs, renforçant la visibilité et la légitimité de la radicalisation religieuse.

Troisièmement, quelle est la relation entre le fondamentalisme politique et le "revivalisme" <sup>(1)</sup> socio-culturel ?

Pour certains, il s'agit de mouvements très différents les uns des autres de telle sorte que des gouvernements peuvent souhaiter apaiser le besoin de religion du peuple ou étancher sa soif de pratiques religieuses, en encourageant le "revivalisme" socio-culturel pour éviter l'expres-

**“Si les adhérents de base proviennent souvent des classes les plus pauvres et les moins éduquées, les permanents et les cadres moyens sont souvent des personnes instruites et qualifiées, issues d'un milieu dont l'orientation est, au moins en partie, laïque”**

(1) **Revivalisme** : mot d'origine anglaise décrivant un mouvement religieux de réveil spirituel.

**“La nature purement religieuse de ces mouvements ne peut pas et ne doit pas être ignorée, même si certaines analyses tentent de réduire l’élément religieux à un ingrédient secondaire et cosmétique”**

sion la plus radicale du fondamentalisme politique.

Pour d’autres, ce “revivalisme” constitue le nid des fondamentalistes les plus radicaux, car il approfondit les tendances théo-

cratiques de la société. Par conséquent, ces analystes affirment que le “revivalisme” en lui-même doit être contenu ou même déjoué, ce qui semble une politique très difficile à mettre en œuvre.

## CONCLUSION.

La nature purement religieuse de ces mouvements ne peut pas et ne doit pas être ignorée, même si une majorité des études publiées tente au contraire de réduire l’élément religieux à un ingrédient secondaire et cosmétique. C’est une dangereuse erreur, qui aveugle ceux qui ne font pas partie de ces mouvements sur la force de motivation de la fervente religieuse, qui suit ses propres schémas et ses propres politiques. Ainsi, les études les plus fiables sur le fondamentalisme, tout en ne dénigrant pas les aspects sociaux, politiques et culturels de ce phénomène, l’analysent-elles comme une nouvelle forme d’expression religieuse dans notre siècle finissant. ❖

# L’analyse du fondamentalisme : quels concepts ?

par Thomas Meyer

La déclaration de principes de l’Internationale socialiste, adoptée en 1989 au congrès de Stockholm sous la présidence de Willy Brandt, considérait le fondamentalisme, religieux ou politique, comme un obstacle à la coopération et au débat civilisé nécessaires dans un monde de plus en plus interdépendant. Elle le jugeait aussi contraire à la laïcité, à la démocratisation, au pluralisme, à la rationalité, à la réforme sociale et à la compréhension internationale - donc à l’essence même du projet social-démocrate pour un monde moderne <sup>(1)</sup>.

Pour l’époque, cette approche était inhabituelle. En effet, on prêtait alors relativement peu d’attention, dans les débats publics comme dans les travaux universitaires, à cette force politique et idéologique nouvellement identifiée. Sept ans plus tard, avec le recul, il est temps pour nous d’inscrire ce problème à l’ordre du jour des discussions et des actions de nos partis sociaux-démocrates.

Depuis les années 80, la situation dans bien des régions du monde a changé radicalement, et sans nul doute en pire. Dans certains pays d’importance régionale ou même mondiale, comme l’Iran ou le Soudan, les fondamentalistes sont installés au pouvoir, sans doute durablement. Dans d’autres pays d’importance régionale, historiquement influencés par la laïcité et le socialisme, les fondamentalistes gagnent du terrain de manière substantielle et tentent de prendre le pouvoir, comme en Égypte et en Algérie. Dans bien d’autres pays de traditions, cultures, et dimensions diverses, comme l’Inde, le Sri Lanka, Israël et le Guatemala, les mouvements fondamentalistes

**Thomas Meyer :**  
**professeur**  
**à l’université**  
**de**  
**Dortmund.**

(1) Dans le chapitre intitulé : “une nouvelle culture politique internationale pour le dialogue politique”, il est écrit : “La survie et le développement communs requièrent à la fois la coopération et des formes civilisées de confrontation entre les forces et les idées politiques antagonistes. Par conséquent, nous rejetons et condamnons toute forme de fondamentalisme politique ou religieux”. (Déclaration de Stockholm, 19-22 juin 1989)

ont acquis des positions centrales dans le système politique ou dans la culture politique. En Inde, la plus grande démocratie du monde, le

**A**près les dernières élections législatives - qui se sont tenues en mai 1996, c'est-à-dire après la table ronde de la Fondation Jean-Jaurès - le BJP est même devenu le premier parti politique en Inde avec 160 sièges contre 120 en 1991 et 85 en 1989. Il faut toutefois noter, d'une part, que le BJP a fait campagne moins que par le passé sur l'hindouisme et davantage sur la corruption et, d'autre part, que ce progrès en siège masque une stagnation à 20% en voix et s'explique par les effets combinés d'un mode de scrutin à un tour et d'une division de ses adver-

saires. Le parti fondamentaliste hindou Bharatiya Janata (BJP), est la seconde force du Parlement.

Enfin, au sein de certaines démocraties libérales occidentales, des formes variées de fondamentalisme sont apparues, commençant à jouer un rôle sur la scène politique. Dans quelques pays, ce rôle est significatif, prenant habituellement l'une des trois formes suivantes :

✓ des minorités fondamentalistes se constituent dans des communautés d'origine immi-

grée, islamiques ou autres, et se développent régulièrement;

✓ des fondamentalistes ethniques, présents dans de larges secteurs de la droite populiste, prolifèrent presque partout en Europe, en tenant des discours alarmistes sur la croissance du fondamentalisme religieux dans les communautés immigrées;

✓ des sectes semi-politiques, comme la Scientologie ou la secte Aum Shinrikyo au Japon, semblent avoir pour but essentiel de rassembler des adhérents, de la richesse et de la puissance au sein de leurs sociétés respectives.

**S**'il convient de ne pas surdramatiser la situation, on est tenté de se poser la question suivante: s'agit-il de la "revanche de Dieu" après deux siècles de Lumières, comme le suggère le titre du livre de Gilles Kepel? Le modèle culturel de la modernité est-il proche de l'effondrement? Ou sommes-nous, après que Francis Fukuyama ait prédit la "fin de l'histoire", confrontés à un siècle

de "choc de civilisations" comme le pense Samuel Huntington? <sup>(2)</sup>.

**L**es mouvements religieux politisés rivalisent pour remplacer le libéralisme et le socialisme comme influences culturelles dominantes, à la fois dans les relations internationales et inter-régionales et au sein de beaucoup d'Etats multiculturels.

Même s'il faut éviter le piège d'un alarmisme intellectuellement attractif, il apparaît urgent pour les socialistes démocratiques d'aborder intellectuellement et politiquement ce phénomène d'une manière plus globale et plus efficace. Il convient donc d'analyser d'une part la vitesse avec laquelle la place du marxisme-léninisme a été prise par le fondamentalisme religieux dans certains pays du tiers-monde, souvent sous l'influence des mêmes leaders; d'autre part, la rapidité avec laquelle certains des dictateurs et des dirigeants politiques d'Asie invoquent des traditions culturelles qui, selon eux, permettent de contrecarrer les valeurs occidentales, de justifier les violations flagrantes des règles essentielles de la démocratie et des droits de l'Homme.

**L**e fondamentalisme constitue d'évidence une nouvelle menace pour la vie intellectuelle et politique et requiert donc une réponse sur ces deux plans. Un grand nombre d'études universitaires ont été publiées sur ce thème. Une étude comparative particulièrement intéressante réalisée par Martin E. Marty et R.Scott Appleby fournit l'information, l'analyse, les théories, pour mieux comprendre le phénomène du fondamentalisme, son impact sur la société, les raisons de sa force et de son attrait sur les gens. A l'inverse, l'un des efforts les plus contre-productifs est le très médiatisé travail de Huntington, qui a tendance à confondre l'interprétation fondamentaliste de diverses traditions culturelles avec leur substance actuelle.

**A**ussi, quelques notions méritent d'être précisées. L'hypothèse largement répandue selon laquelle le fondamentalisme est l'essence même de certaines religions ne correspond pas avec les faits établis par l'enquête empirique. Cette hypothèse attribue implicitement

---

(2) Gilles Kepel :  
La revanche de Dieu,  
Seuil, 1994 ;  
Francis Fukuyama :  
La fin de l'histoire et le dernier homme,  
Flammarion 1992;  
Samuel Huntington,  
Le choc des civilisations, revue Commentaire, Plon, été 1994.

une identité fondamentaliste à une ou des religions données, ce qui est à la fois très dangereux et très faux. Si cela était vrai, comme le prétend Huntington, alors la diversité culturelle et religieuse de notre monde serait inévitablement vouée à d'insolubles conflits entre des expressions culturelles fondamentalement inaltérables.

Pour évaluer une hypothèse devenue si répandue, il pourrait être utile de différencier clairement trois termes qui sont liés: le terme de "culture" est utilisé pour décrire un système spécifique de normes, d'interprétations, de valeurs, d'attitudes, traditionnellement basées sur des grandes religions ou influencées par des traditions religieuses; celui de "civilisation" traduit le degré d'assimilation sociale et l'institutionnalisation d'une culture spécifique; le "style de civilisation" correspond à la manière particulière selon laquelle une culture est interprétée, développée et pratiquée par certains courants socio-culturels à l'intérieur de chaque culture.

**E**n ce sens, on peut aujourd'hui trouver différents styles de civilisation à l'intérieur de la plupart sinon de toutes les cultures et religions du monde. Ils diffèrent dans leur degré de flexibilité, de tolérance envers d'autres styles de civilisation existant au sein de la même culture, d'ouverture et d'adaptabilité à des changements.

**L**a recherche empirique a montré que dans toutes les cultures contemporaines -y compris celles qui sont basées sur, ou influencées par, le bouddhisme, la chrétienté, l'islam, le confucianisme et le judaïsme-, il existe des styles de civilisation fondamentalistes et non-fondamentalistes, en concurrence pour l'influence ou la suprématie. Chaque civilisation peut se définir par son attitude envers les styles de civilisation en confrontation au sein d'une tradition culturelle donnée; il peut s'agir d'une vision tolérante, ou ignorante et intolérante, des interprétations rivales d'une même tradition culturelle.

**I**l existe trois styles de civilisation dans la plupart des sociétés occidentales (le quatrième, émergent, est le post-modernisme):

✓ le traditionalisme, qui se caractérise par une attitude défensive à l'égard du changement, de la libéralisation et de la modernisation, tout en se préparant à accepter le changement;

✓ le modernisme ou libéralisme, qui met l'accent sur la dimension individuelle, le rationalisme, l'activisme, le pluralisme et la tolérance de l'héritage d'une culture donnée;

✓ le fondamentalisme, qui est à la fois un mode de pensée et de vie, une orientation culturelle et une philosophie politique. Généralement, le fondamentalisme choisit l'un des plus vieux paradigmes de sa propre tradition historique culturelle, et le déclare vérité absolue, certaine et infaillible; il se tient à l'écart du changement, de la relativité, du dialogue et de la confrontation. Ce n'est pas une culture spécifique, c'est un style adapté à la manipulation et l'instrumentalisation de toute culture.

**L**es fondamentalismes construisent sur la base de certitudes. Ils opèrent à l'intérieur d'un système absolument clos de pensée, d'action, d'organisation sociale et politique. Ils interdisent l'organisation d'une sphère politique autonome comme cadre de la coexistence de différentes cultures ou styles de civilisation dans une société donnée. A la place, ils imposent, entièrement ou partiellement, leur propre concept de culture, société et Etat, comme le modèle obligatoire pour chacun. Ainsi, ils pensent et agissent sur un mode dichotomique: vrai contre faux; ami contre ennemi; grâce contre damnation; juste contre faux; foi contre hérésie. Aussi, alors que la culture de la modernité sait faire face aux différences culturelles, sociales et politiques d'une manière pacifique et productive, le fondamentalisme, du fait de sa structure intellectuelle propre, est incapable d'affronter pacifiquement la di-

**“Les fondamentalismes pensent et agissent sur un mode dichotomique : vrai contre faux; ami contre ennemi; grâce contre damnation; juste contre faux; foi contre hérésie. C’est pour quoi, contrairement à la culture de la modernité, ils ne savent pas faire face aux différences culturelles, sociales et politiques d’une manière pacifique et productive.”**



**“Nous ne sommes pas confrontés simplement à la réaffirmation d’un rôle politique pour la religion, mais à un mouvement qui ne peut accepter que sa propre version de la religion et ses propres paramètres sociaux et politiques.”**

versité car il rejette la séparation des sphères politique et sociale. Nous ne sommes pas confrontés simplement à la réaffirmation d’un rôle politique pour la religion, mais à un mouvement qui ne peut accepter que sa propre version de

la religion et ses propres paramètres sociaux et politiques, et ne tolère pas les autres interprétations de sa religion ou des autres religions. Le fondamentalisme a donc tendance à aborder les différences et les alternatives de manière violente et répressive, car il lui manque la volonté, les normes et les stratégies pour le faire pacifiquement.

La philosophie politique du fondamentalisme s’identifie au totalitarisme en ce que la plupart des fondamentalistes veulent résoudre tous les problèmes cruciaux de la société, de la culture et de l’Etat en référence seulement à leurs propres certitudes. Tactiquement, les fondamentalistes décrivent souvent une situation sociale insatisfaisante, se réfèrent à une crise économique ou sociale existante à laquelle ils semblent proposer des solutions plausibles. Leurs messages sont directement liés à l’expérience humaine de telles crises. Les promesses d’un monde de rédemption sont faites pour tous ceux qui suivent leur chemin. Dans des situations de tension sociale aiguë, le fondamentalisme est capable de mobiliser largement car il semble donner une réponse culturelle appropriée, et répondre aux maux économiques et sociaux.

D’évidence, le fondamentalisme prospère lorsque quatre facteurs prédominent dans une société:

- ✓ une mise en cause de l’identité culturelle de grands groupes sociaux résultant de changements abrupts dans les normes dominantes, les cadres d’interprétation, les références, la situation socio-économique et le mode de vie, qui approfondissent les sentiments d’incertitude et d’aliénation;

- ✓ une crise sociale marquée par la dégradation absolue ou relative de la situation d’importants groupes sociaux, appauvris et marginalisés;

- ✓ un désespoir enraciné dans l’insécurité économique dans un contexte de croissance du chômage de longue durée;

- ✓ une perte de confiance dans les partis traditionnels et les élites, dans leur volonté politique ou leur capacité de remédier à la situation.

Les fondamentalistes offrent généralement un espoir de guérison face à ces divers maux grâce à un seul remède : faire en sorte que la vérité simple, pure et nue, des traditions pré-modernes, devienne de nouveau la base de la vie politique et sociale, pour porter au pouvoir une contre-élite non corrompue. Dans ce processus, les droits de l’Homme, le pluralisme et la démocratie, considérés en partie ou en totalité comme responsables de la corruption et du déclin, deviennent leurs cibles principales.

Dans leur recherche de l’anti-modernité et leur utilisation des écritures saintes, les fondamentalistes sont très sélectifs, car ils ont souvent recours aux produits les plus sophistiqués de la civilisation moderne, de la communication de masse, de l’armement moderne, de l’organisation, afin de combattre plus efficacement l’essence même de la culture moderne. Ils luttent contre la tolérance, les droits de l’Homme, l’individualisme, l’ouverture d’esprit, le pluralisme. Utilisant pour cela tous les sous-produits de la culture moderne, ils sont confrontés à un dilemme majeur. Dans la mesure où des stratégies différentes, des choix multiples, des alternatives politiques, sont proposés dans toutes les cultures et les religions aujourd’hui, le fondamentalisme doit recourir

**“Dans leur recherche de l’anti-modernité et leur utilisation des écritures saintes, les fondamentalistes sont très sélectifs, car ils ont souvent recours aux produits les plus sophistiqués de la civilisation moderne, notamment en matière de communication et d’organisation.”**

à la répression violente non seulement lorsqu'il arrive au pouvoir, mais bien avant d'y parvenir.

L'attrait du fondamentalisme dans de nombreuses régions du monde s'explique par le fait qu'il représente un moyen politiquement efficace d'exploiter les différences culturelles pour gagner le pouvoir. La diversité qui peut et devrait coexister, et être organisée dans un cadre de décision politique partagée, est maintenant un point de conflit politique majeur. Les différences culturelles sont ainsi sujettes à de profonds conflits politiques puisque les fondamentalistes estiment que chaque culture a sa propre identité politique incompatible avec d'autres.

En outre, le fondamentalisme nourrit des groupes sociaux très loyaux et mobilisés dans une société culturellement très fragmentée. Ce faisant, le fondamentalisme détruit une culture politique de coopération et de compréhension, qu'il remplace par une culture politique d'hostilité, de guerre civile et de terreur individuelle. Il détruit aussi le terrain d'un contrat social entre les cultures, les différentes religions, les différents styles de civilisation.

Nous devons nous interroger sur le sens de ces phénomènes pour le socialisme démocratique. Les fondamentalistes réagissent en général aux mêmes problèmes sociaux et économiques que les socialistes démocratiques. Ils attirent les mêmes groupes défavorisés que nous, et à certains égards, ils posent les mêmes questions socio-économiques. Culturellement, le fondamentalisme est diamétralement opposé au socialisme démocratique dans ses fondements mêmes. Nous sommes universalistes, héritiers des Lumières, et de ce fait les principaux ennemis et les cibles du fondamentalisme.

Le monde actuel demande de plus en plus une coopération à l'échelle mondiale. Pour nous, la coopération démocratique n'est pas seulement un idéal mais un préalable à la réforme politique, car nos

politiques économiques supposent un degré considérable de coopération internationale. Cela n'est possible que lorsqu'existe un cadre culturel qui rend possible la coopération internationale. Chaque fois que des formes de fondamentalisme avancent, la coopération mondiale devient plus difficile et les chances de succès de nos politiques de réforme se restreignent.

**“Les politiques économiques des sociaux-démocrates supposent un degré considérable de coopération internationale, et donc un cadre culturel qui la rend possible. Aussi, chaque fois que des formes de fondamentalisme avancent, les chances de succès de nos politiques de réforme se restreignent.”**

Un nouveau type de conflit est en train d'émerger, qui pose un nouveau défi pas seulement aux socialistes démocratiques mais à la cohésion même et à la survivance de sociétés modernes ou culturellement pluralistes. Les groupes fondamentalistes militants ont commencé à mettre en question le cadre politico-légal de nos sociétés.

Ainsi, en Allemagne, sur 3,5 millions de Musulmans, seulement 25 000 appartiennent aux groupes fondamentalistes islamiques, mais il s'agit d'une minorité très revendicatrice capable de développer des stratégies qui créent de graves problèmes politiques et légaux; par exemple, la Constitution est invoquée simultanément pour affirmer une identité culturelle propre et pour lutter contre certains droits individuels fondamentaux que celle-ci garantit; la question est donc : où tracer les lignes de l'auto-affirmation culturelle? Et où sont les limites du cadre politique et légal commun?

Dans certains cas, il n'est pas facile de répondre. Les disputes et les tensions symboliques autour de ces limites difficiles à cerner finissent par être exploitées adroitement par les leaders de ces mouvements pour mobiliser à partir de leur religion et de leur culture les groupes défavorisés socialement et économiquement.

Ce nouveau type de conflit au sein de nos sociétés peut générer des dynamiques très fortes.

Le fondamentalisme, au niveau international comme à l'intérieur de nos sociétés, doit être jugulé intellectuellement et politiquement si nous voulons empêcher la vision apocalyptique d'Huntington de devenir réalité et éviter que le prochain siècle ne soit celui de chocs entre cultures et civilisations qui pourraient conduire à des guerres mondiales. Pour vaincre ce phénomène, la bataille ne peut se limiter à un niveau culturel et intellectuel; il est indispensables d'offrir des solutions crédibles aux problèmes économiques et sociaux qui font la force du fondamentalisme dans les couches marginalisées de nos sociétés. C'est une tâche urgente pour les socialistes démocratiques. ❖

## Dialogue ou endiguement : quel choix ? par Ingmar Karlsson

**Ingmar  
Karlsson :  
diplomate,  
ministère  
suédois  
des affaires  
étrangères.**

Aujourd'hui, lorsque les tendances fondamentalistes musulmanes gagnent du terrain, il y a deux ripostes possibles. L'une est de pousser et d'encourager les États musulmans à suivre le chemin du pluralisme politique et d'ouvrir un dialogue avec les mouvements islamiques "modérés". L'autre est de poursuivre une politique d'endiguement ou de cordon sanitaire.

### LES LIMITES DE L'ENDIGUEMENT

Cette deuxième alternative - essayer de contrer les mouvements islamistes en soutenant les régimes qui les oppressent - serait de toute évidence beaucoup plus difficile que ne l'a été le combat contre le communisme.

En effet, combattre une idéologie basée sur un système économique vicié au départ est une chose, mais diaboliser et combattre une culture et une religion qui existent depuis presque mille quatre cents ans est une toute autre. Les mouvements islamiques prennent souche à cause de sérieux et profonds problèmes politiques, sociaux et économiques qui ne seront pas résolus par la répression.

De plus, les régimes que l'Occident aurait à soutenir dans ce cas ne peuvent pas être considérés comme des alliés naturels. Ce sont des politiciens tels que Saddam Hussein en Irak, Hafez el Assad en Syrie et Muammar Khadafien Libye qui sont les opposants les plus déterminés des mouvements islamistes; et ces mouvements obtiennent souvent un soutien financier de la part d'États qui sont considérés comme des alliés de l'Occident, tels que l'Arabie Saoudite et les États du Golfe.

Si l'Occident devait néanmoins encourager les régimes existant à résister aux tendances fondamentalistes sous prétexte que ce fondamentalisme est contraire à nos intérêts, il y aurait un risque pour nous d'ignorer ou d'être insuffisamment à l'écoute de tendances et de mouvements qui pourraient être réellement démocratiques et qui pour-

raient par conséquent être favorables à nos intérêts à long terme. Une telle politique nous amènerait aussi à être, à juste titre, taxés d'hypocrisie par rapport à nos idéaux démocratiques. Le fait que l'Islam ait été exclu du processus politique a contribué à la polarisation et à la radicalisation.

## LA STRATÉGIE DU DIALOGUE

Un aspect de notre politique devrait donc être d'encourager les régimes en place à amener les mouvements et les groupes islamiques qui ne sont pas enclins à la violence à entrer dans le processus. Cela les "social-démocratiserait", pour employer une expression utilisée par Olivier Roy <sup>(1)</sup> les encourageant à se diriger plus rapidement vers une plus grande modération et une politique plus pragmatique, destinée à régler les problèmes concrets d'aujourd'hui.

Par conséquent, nous devrions essayer de maintenir ouvert le dialogue avec les mouvements islamistes modérés. Les arguments que l'on cite le plus souvent - tant à l'Ouest que dans le monde musulman - contre cette approche sont que les fondamentalistes l'exploiteraient pour kidnapper la démocratie, selon le slogan : "un Homme, une voix, ... une fois !" Et c'est un fait que les élections législatives de décembre 1991 en Algérie <sup>(2)</sup> ont montré que la libéralisation du système politique entraînait un risque d'émergence de forces politiques puissantes dont le soutien au processus démocratique était tout sauf ambigu. Malgré tous les discours sur la nécessité du pluralisme, de réformes politiques et d'un système démocratique, la combinaison de l'islam et de la démocratie semble inquiéter les gouvernements occidentaux tout autant que les despotes et les régimes autoritaires du monde musulman.

Jusqu'ici, cependant, la menace du fondamentalisme islamique s'est exercée davantage vis-à-vis des familles dynastiques et des partis uniques que des démocraties libérales. Par conséquent, les alternatives actuelles aux gouvernements islamistes sont des monarchies conservatrices ou des régimes militaires sans base démocratique, des dictatures qui se cachent sous un

langage panarabe ou islamique, ou des démocraties très formelles qui, en réalité, sont des systèmes de monopartisme avec une simple façade démocratique.

**“Malgré tous les discours sur la nécessité du pluralisme, la combinaison de l'islam et de la démocratie semble inquiéter les gouvernements occidentaux tout autant que les despotes du monde musulman.”**

Si le monde occidental déclarait clairement, dès le départ, qu'il acceptera les résultats d'élections démocratiques, quoi qu'il adienne, il serait alors plus facile d'adopter une position ferme si des gouvernements islamistes abusaient de leurs pouvoirs. Car ces critiques ne pourraient pas être réfutées sous prétexte qu'elles ne seraient qu'une expression de l'anti-islamisme. La question de savoir si l'islamisme est compatible avec la démocratie aurait pu être testée en Algérie. Au lieu de cela, pour beaucoup trop de gens dans le monde musulman, les élections algériennes sont devenues plutôt un cas test de l'attitude de l'Occident vis-à-vis de l'islam et de la démocratie. La réaction de l'Occident au coup d'Etat militaire a pu être qualifiée de passive - à moins qu'il ne s'agisse d'une approbation tacite.

Si des groupes islamistes viennent au pouvoir, nous devons nous mettre d'accord sur certaines conditions minimales qui doivent être remplies pour que les relations bilatérales soient maintenues. Ces conditions devraient avoir comme base les droits de l'Homme et les normes habituelles régissant les relations entre États. Voilà ce qui devrait être notre fil conducteur, plutôt que les éventuelles législations islamistes que des régimes de ce type pourraient être tentés d'introduire.

Un dialogue avec ces forces est d'autant plus nécessaire que les perspectives à court terme de marginalisation de ces mouvements religieux à la suite de réformes économiques et sociales pouvant bénéficier à de larges segments de la société ne sont pas

**“Jusqu'ici, la menace du fondamentalisme islamique s'est exercée davantage vis-à-vis des familles dynastiques et des partis uniques que des démocraties libérales.”**

(1) A lire : Olivier Roy «L'échec de l'Islam politique», Seuil, octobre 1992 et «Généalogie de l'islamisme», Questions de société, Hachette, octobre 1995.

(2) Sur l'Algérie, et notamment sur les islamistes en Algérie, se reporter à l'article de Hocine Ait Ahmed dans le numéro 3 des Notes de la Fondation, «Les fondamentalismes à l'aube du vingt-et-unième siècle, analyses régionales, novembre 1996» ainsi qu'à l'ouvrage de Séverine Labat, «Les islamistes algériens», Le Seuil, L'épreuve des faits, octobre 1995.

**“Le développement économique nécessaire pour marginaliser les groupes fondamentalistes nécessite aussi que l’Europe ouvre ses marchés.”**

particulièrement bonnes. Néanmoins, un des objectifs d’une politique vis-à-vis du monde musulman doit être de contribuer aux réformes dans le domaine économique et social, ce qui veut dire que l’aide européenne devrait être canalisée dans cette direction. Notre première priorité doit être de favoriser le développement économique et social de ces Etats.

Cependant, aide et dialogue politique ne pourront jamais être que d’importance marginale. Le type de développement économique nécessaire pour marginaliser les groupes fondamentalistes nécessite aussi que l’Europe ouvre ses marchés. L’accent doit donc être mis sur le commerce, non sur l’aide, et cela s’applique en particulier vis-à-vis de la politique méditerranéenne de l’Union européenne. Une telle politique est aussi essentielle pour contrôler les pressions migratoires. Ces problèmes sont déjà si sérieux qu’ils ne peuvent être résolus que par des efforts conjoints européens et une politique commune vis-à-vis de l’immigration et des réfugiés politiques.

Compte tenu du fait qu’il y a déjà plus de quinze millions d’immigrés d’origine musulmane dans l’Union européenne - soit plus qu’il n’y a de Suédois et de Finlandais réunis - et que l’immigration en provenance du monde musulman va se poursuivre, nous devons nous débarrasser aussi vite que possible de scénarios décrivant les musulmans en termes de masses uniformes et fanatiques se préparant à prendre d’assaut les bastions occidentaux de l’Etat-providence sous la bannière de l’islam, un cimetière dans une main et un Coran dans l’autre.

Malgré l’expansion continue des contacts et l’interdépendance croissante, il s’établit une suspicion et une incompréhension grandissante entre le monde musulman et l’Europe. Il sera de plus en plus important de rejeter les scénarios catastrophes qui naissent de part et d’autre. Par conséquent, nous devons mettre davantage l’accent que par le passé sur ce que l’on pourrait appeler des mesures de

particulièrement bonnes. Néanmoins, un des objectifs d’une politique vis-à-vis du monde musulman doit être de contribuer aux réformes dans le domaine économique et social, ce qui veut dire que l’aide européenne devrait être canalisée dans cette direction. Notre première priorité doit être de favoriser le développement économique et social de ces Etats.

confiance dans le domaine culturel : tel était précisément l’un des objectifs de la Conférence sur les relations entre l’Europe et le monde musulman et sur la place des Musulmans en Europe, tenue à Stockholm à l’initiative du ministre suédois des Affaires étrangères en juin 1995 (prolongée en juin 1996). Ces conférences ne devraient pas être des coup d’épée dans l’eau mais devraient donner lieu à un suivi, et leur contenu devrait être élargi.

**“Une intégration réussie des «Euromusulmans» pourrait servir d’exemple, et transférer les démarches démocratiques et les idées libérales et réformatrices vers leurs pays d’origine”**

Seul un islam dépolitisé et libéral pourra s’intégrer à l’Europe, et cette intégration ne sera possible que si elle est accompagnée d’une intégration sociale et économique. Une des conditions préalables à une telle évolution est un contrôle et une politique commune européenne de l’immigration dans l’objectif de créer une communauté musulmane libérale et tolérante en Europe. Pour cela, les immigrés doivent sentir qu’ils sont bienvenus et qu’ils appartiennent de plain pied à nos sociétés. L’incertitude existentielle est une des principales causes du fondamentalisme, exploitée par les intégristes qui cherchent à créer un ghetto autour du slogan : “Vous n’avez d’affinités ni avec votre pays d’accueil ni avec le gouvernement corrompu et moralement décadent de votre pays d’origine : vous devez les combattre tous les deux”.

Une intégration réussie des communautés musulmanes en Europe peut servir de pont entre l’Europe et leurs pays d’origine. Les “Euromusulmans” pourront alors servir d’exemple, et transférer les démarches démocratiques et les idées libérales et réformatrices vers leurs pays d’origine.

Cela permettrait le développement d’une relation triangulaire fructueuse entre les communautés musulmanes, leurs pays d’origine et leurs pays d’adoption, puisque de nombreuses personnes vivant dans la diaspora veulent maintenir d’étroites relations avec leurs origines. ❖

**Reimund  
Seidelmann :  
professeur  
à l'université  
de Jena,  
Allemagne.**

## **L'intégration au système politique : quelles conditions ? par Reimund Seidelmann**

---

De nombreux intervenants ont insisté sur le fait que la question du fondamentalisme devait être examinée dans son contexte historique. Nous devrions donc nous rappeler que le mouvement socialiste international a survécu et surmonté des défis politiques, notamment les menaces fascistes et communistes contre la démocratie. Nous pourrions aussi rappeler que le Parti Socialiste Français a réussi à dominer puis marginaliser le Parti Communiste après s'être allié avec lui. Ces succès reposaient sur un subtil mélange de débat politique, de militantisme, de coopération internationale et d'éducation. De ce fait, si nous voyons l'histoire non pas comme un passif mais comme un processus d'apprentissage, nous devons nous référer à ces expériences historiques pour répondre au défi du fondamentalisme.

Avançant dans nos débats, je voudrais souligner quelques idées. Pour affronter le fondamentalisme, la démocratie moderne doit, selon moi, définir une stratégie autour des quatre axes suivants.

Le premier axe doit bien sûr consister à attaquer et surmonter les causes structurelles qui favorisent la croissance du fondamentalisme : crises socio-économiques, sous-développement, défaut de culture démocratique. Ce sont des problèmes spécifiques à certains pays mais qui sont généralement saillants dans les sociétés, ou parties de la société, où le fondamentalisme a pris racine. Notre réponse à ces problèmes structurels n'est pas neuve : c'est la poursuite de nos traditionnelles politiques réformistes. Le fondamentalisme n'est pas la raison unique mais un argument supplémentaire pour élargir, approfondir et revitaliser ce réformisme. Nous devons chercher à convaincre

nos populations, nos partis et nos gouvernements respectifs que la bataille politique contre la menace fondamentaliste ne consiste pas simplement en une discussion sur les principes et les valeurs de la démocratie, mais qu'il s'agit d'assurer l'intérêt national à travers des réformes qui aident à stabiliser nos propres sociétés et la communauté internationale.

Le second axe de notre stratégie devrait avoir pour but d'intégrer dans le jeu politique les éléments et mouvements fondamentalistes modérés qui veulent - et qui peuvent - promouvoir le dialogue et le compromis. Ce point a surgi à plusieurs reprises dans notre discussion. Une telle stratégie suppose bien évidemment que soient remplies des conditions de base : d'un côté, un engagement en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté de religion et de croyance personnelle et le respect envers celles-ci ; d'un autre côté, la mise en place de systèmes électoraux qui permettent aux fondamentalistes de créer des partis et de devenir partie prenante du processus politique à travers les urnes et la représentation parlementaire. Des mécanismes appropriés existent pour encourager l'insertion de tels partis : on peut, par exemple, s'inspirer des différents systèmes Européens tels que la combinaison de la proportionnelle, des mandats directs, et du seuil de 5 % qui existent en Allemagne. Il est souhaitable que les fondamentalistes soient intégrés au processus électoral aussi tôt que possible, de manière à les obliger à faire face à des responsabilités politiques concrètes. Une stratégie promouvant la modération et l'intégration dans les régimes constitutionnels prendrait sans doute plusieurs années avant de produire les résultats souhaités, mais les bénéfices potentiels sont considérables. Cela pourrait notamment contribuer à un renouveau démocratique général et à la modernisation de la société et de l'économie. J'ajoute que les médias ont un rôle à jouer dans ce processus d'intégration et devraient être

---

**“L'un des axes de notre stratégie devrait être l'intégration dans le jeu politique des fondamentalistes modérés qui veulent - et qui peuvent - promouvoir le dialogue”.**

encouragés à promouvoir les débats publics entre démocrates et fondamentalistes, pour les forcer à une discussion approfondie sur les valeurs démocratiques et sur la meilleure façon de s'attaquer aux problèmes politiques et socio-économiques d'aujourd'hui. Une telle démarche aurait deux avantages : d'une part, contribuer à obliger les fondamentalistes à intégrer le processus politique ; d'autre part, favoriser la prise de conscience politique sur les avantages et les forces de la démocratie.

**L**e troisième axe partirait de sur l'expérience historique des sociétés européennes et du mouvement socialiste démocratique. Une stratégie qu'on pourrait appeler "coopération conflictuelle" ne doit certainement pas proscrire une claire et intransigeante opposition aux éléments et tendances antidémocratiques du fondamentalisme. Le concept européen de démocratie a toujours été un système puissant désirant et pouvant défendre son sol contre les menaces extérieures ou intérieures. Une coopération sélective avec les fondamentalistes nous permettra de dessiner de très clairs clivages politiques entre ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas. Qu'est-ce que cela signifie ? Premièrement : punir et éradiquer le terrorisme, quel que soit le niveau, le moment, et le lieu où il intervient. Deuxièmement : condamner et/ou mettre hors la loi toute forme de politique hostile au pluralisme. Troisièmement : rendre clair, aux yeux des fondamentalistes, que la politique d'intégration et de coopération n'est pas inconditionnelle. Cela leur demande de faire le tri entre forces démocratiques et antidémocratiques à l'intérieur de leur propre camp dans la mesure où la condition de leur participation au débat politique dépend de leur décision d'accepter les principes fondamentaux de la démocratie pluraliste et de l'Etat laïque.

**L**e quatrième axe concerne nos propres concepts et conduites, particulièrement à l'intérieur de l'Internationale Socialiste. Nous devrions voir le fondamentalisme non seulement comme un défi mais comme une opportunité de moderniser nos propres pro-

grammes, politiques et méthodes de coopération internationale. La force de l'Internationale a toujours été une combinaison de politiques appropriées à des problèmes particuliers, de croyance dans les valeurs fondamentales et d'élaboration d'une vision politique progressiste. Face au fondamentalisme, nous devrions revitaliser notre débat sur la démocratie, les droits de l'Homme et la modernisation de l'Etat et de la société. Plutôt que d'adopter une position défensive, nous devrions revenir à l'offensive et développer un véritable concept global et moderne du socialisme démocratique, à la fois en termes d'une vision large et ouverte sur le monde et en termes de politiques concrètes pour surmonter les problèmes structurels. Nous devrions être ici attentifs à la critique des fondamentalistes sur nos sociétés et y répondre où il le faut.

**E**n résumé, nous devrions développer une réponse sérieuse à l'égard du fondamentalisme, fondée sur une stratégie qui intègre les éléments qui peuvent l'être, rejette les forces et les positions qui sont véritablement antidémocratiques. Cela signifie ouvrir le débat au plus large public et faire une offre sélective et conditionnelle de coopération aux fondamentalistes qui partagent les idées démocratiques fondamentales telles que la tolérance, le pluralisme et le compromis politique. En ce sens, le fondamentalisme peut être vu, non comme une menace politique mais comme opportunité de mieux faire pour les sociétés démocratiques. ❖

## **Le combat politique : quelle stratégie ? I** par Raimon Obiols

Trois questions me semblent pertinentes, s'agissant des perspectives d'action des sociaux-démocrates face aux phénomènes des intégrismes. La première porte sur les causes de ces phénomènes; la seconde, sur l'étude du fondamentalisme dans sa dimension islamo-islamiste, c'est-à-dire intérieure, et sur les moyens d'une confrontation et éventuellement d'un dialogue entre les forces de gauche dans l'Islam et la mouvance intégriste; la troisième, enfin, concerne la relation Islam-Occident.

### LES CAUSES

Marx a posé d'une façon assez claire une des données caractéristiques du développement capitaliste: "tout ce qui touche le développement des forces capitalistes du marché, tout ce qui est solide, se dissout dans l'air. Tout ce qui résiste au changement est balayé sans pitié". Or, nous vivons actuellement un processus accéléré de modernisation, de révolution technologique, de globalisation, qui précisément balaye une grande quantité de questions.

Marx, encore, décrivait d'une manière terrible la relation du développement capitaliste avec la tradition de la bourgeoisie: "le bourgeois avance dans le développement du marché, mais comme une personne qui parcourt un cimetière. Quelquefois, les bras des cadavres le retiennent et l'empêchent d'avancer". Les traditions, l'histoire, la religion, ont ainsi été des cadavres qui retenaient la bourgeoisie. Maintenant, ces cadavres ne sont plus très vivaces, et le peuple a clairement l'impression que le capitalisme global n'a aucun besoin d'en tenir compte. Aussi, dans ce processus très accéléré, très puissant, de révolution, est-il tout à fait normal que des gens aient un peu le vertige du futur, et qu'ils essaient de trouver un sens et un espoir dans des messages minoritaires en Occident, plus puissants dans le monde de l'Islam, qui sont des messages de réaffirmation du passé et de la tradition.

Nous observons en effet aujourd'hui l'amplification de ces phénomènes de dissolution sociale et culturelle, du fait que l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle a vu la plus grande utopie de la gauche défaite tragiquement lors des événements de 1989 et 1991. Comme socialistes démocratiques, nous avons eu alors l'illusion d'une certaine réhabilitation idéologique, alors que l'effondrement du monde communiste nous a aussi touchés.

Et, dans la partie du monde où le mouvement fondamentaliste est le plus puissant du point de vue des masses et des effets politiques, la frustration d'une certaine forme de nationalisme, de socialisme, ou de socialisme national, ainsi que la persistance de régimes autoritaires, génèrent notre difficulté à définir un message.

Autre aspect essentiel: les inégalités, la pauvreté, la misère, qui sévissent dans beaucoup de pays du monde islamique. De la même manière que j'évoquais une image forte de la tradition de la bourgeoisie en citant Marx, je voudrais rappeler l'image la plus significative à mes yeux de la tradition de la gauche dans son pluralisme et ses traditions. Kafka, dans ses journaux, racontait un songe récurrent: il cheminait sur une route, et il y avait une lutte permanente entre un homme qui, derrière lui, le pressait d'avancer, et un autre qui, devant lui, l'en empêchait. Ce sont la tradition, les luttes du passé, qui forcent la gauche à avancer, et le présent, ses difficultés, qui la retiennent. En effet, une partie importante de la gauche, surtout en Occident, n'a pas de projet fort pour le futur, ne lutte pas contre l'homme qui est devant elle. Or, si l'on ne projette pas le futur, il devient impossible de se souvenir du passé.

Quel besoin d'histoire a-t-on quand on vit au jour le jour et que la perception du temps s'aplatit? Ce problème majeur touche particulièrement les jeunes générations, et si nous ne savons pas le résoudre, la vie politique risque de se fermer sur le contingent, sur le présent. Je mesure la difficulté des solutions, mais soit la gauche, dans les premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle, aura l'ambition d'un projet de récupération forte de la tradition et d'un leadership international sur ce



projet, soit nous contribuerons passivement à l'instauration d'un monde dans lequel chacun mènera sa lutte. Car si nous avons des valeurs, nous manquons de repères suffisamment clairs.

## LA DIMENSION ISLAMO-ISLAMISTE DU FONDAMENTALISME.

Dans notre réflexion sur l'intégrisme islamique, nous constatons des éléments très visibles: un processus d'islamisation puissant, de Tanger à Djakarta, avec des manifestations très massives, politiquement très radicales et quelquefois violentes. Je voudrais donc aborder cette question comme phénomène islamo-islamiste mais aussi du point de vue de la relation Islam-Occident.

D'une manière générale, je voudrais éviter d'établir des parallélismes avec d'autres situations, et plus particulièrement lorsque je me réfère à l'Espagne. J'habite un village d'Espagne dans lequel les gens se sont entre-tués il y a soixante ans. Nous vivons là avec des petits-enfants qui ont tué le grand-père de l'autre. Aujourd'hui, la situation est radicalement différente, et cette différence résulte du développement, de la richesse, de la prospérité, de la démocratie. C'est dire que le phénomène intégriste n'a rien d'abstrait, il est totalement lié aux situations de désespoir, de manque d'argent, de misère, d'absence de réponses aux humiliations et aux frustrations.

## Notre réflexion doit en conséquence s'orienter dans la double perspective développement-démocratie.

La dimension religieuse constitue un autre aspect important. Je voudrais lire une déclaration de Hassan Eltourabi <sup>(1)</sup>, l'un des représentants les plus connus de la mouvance islamiste, dans une interview à Libération en 1974 : "Ni le nationalisme, ni le socialisme, ne peuvent mobiliser nos sociétés pour le développement, tandis que la religion peut être le moteur le plus puissant". Ces mots peuvent sembler très étranges à un occidental religieux. Pourtant, quel a été le rôle du puritanisme en Amérique quand il s'agissait de civiliser ses terres

(1) Eltourabi : inspirateur et homme fort du pouvoir politique actuel du Soudan depuis le coup d'Etat du 30 juin 1996

sauvages ? Et quel a été le rôle de l'éthique protestante dans le sursaut et le développement des économies européennes ? La religion est un facteur de développement". Bien sûr, cette

position est éminemment discutable, et notre approche empirique face à la situation économique et sociale se situe à l'opposé.

Historiquement en Espagne, la confrontation laïcité/religion, les luttes religieuses, l'anticléricalisme de la gauche, ont entraîné une perte de temps et des effets catastrophiques. Si la guerre civile a été provoquée par des contradictions, il y avait l'alibi très puissant de la religion du côté du franquisme. Et dans l'évolution historique de la gauche, des courants libéraux et progressistes en Espagne, au XIX<sup>ème</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>ème</sup>, les composantes laïques, fortement antireligieuses et anticléricales, sont entrées en contradiction très brutale avec les réalités les plus profondes et les croyances les plus répandues, ce qui a donné une réaction très forte. Pendant longtemps d'ailleurs, ces courants ont été qualifiés d' "afrancesados", de "francisés", et je citerai l'expression "parti français" en Algérie pour souligner la difficulté de ne pas établir un certain parallélisme.

En conséquence, dans la contradiction entre les forces qui veulent moderniser l'Islam et celles qui veulent islamiser la modernité, une approche éradicatrice qui confronterait laïcité et religion me paraît très dangereuse.

## LES RELATIONS ISLAM-OCCIDENT.

Du point de vue des relations Islam-Occident, nous devons mettre en question la thèse du choc de civilisations, courante dans les discussions et les essais en Europe et en Occident. Il semble qu'après le fascisme et le communisme, se manifeste une obsession à trouver un nouvel "-isme" -islamisme, fondamentalisme, intégrisme - dans toutes sortes d'imaginaires manichéens. Nous devons refuser cette

**“Dans la contradiction entre les forces qui veulent moderniser l'Islam et celles qui veulent islamiser la modernité, une approche éradicatrice qui confronterait laïcité et religion me paraît très dangereuse.”**

voie, car la croyance dans une supposée incompatibilité entre l'Islam et l'Occident ne peut que créer des conflits. Elle alimente en effet le jeu du radicalisme fanatique de l'un comme de l'autre bord. Elle nourrit à la fois les discours de ceux qui présentent l'Occident comme le "Grand Satan" et de ceux qui, en Europe ou en Occident, prônent la xénophobie et le racisme.

Evidemment, s'opposer à la thèse du choc de civilisations ne signifie pas qu'il faille sous-estimer les graves problèmes des relations Islam-Occident, au premier rang desquels figure la question de la démocratie et des droits de l'homme et de leur incompatibilité avec l'Islam. A cet égard, le discours sur la relativité des droits de l'homme constitue une régression politique et morale.

Je citerai deux phrases: la première prononcée par Li Peng, Premier ministre chinois, lors de sa visite en France en avril dernier: "dans le monde, des pays différents ont des conceptions différentes sur le problème des droits de l'homme"; cela me rappelle la déclaration du Président Deng, en 1989, à qui un journaliste demandait:

---

**D**ISCOURS DU CAIRE. Indiquant que "la politique arabe de la France doit être une dimension essentielle de sa politique étrangère" et qu'il souhaitait "lui donner un élan nouveau", Jacques Chirac a fixé les quatre principes sur lesquels devaient reposer cette politique. Outre "l'attachement au droit des peuples à la libre détermination de leur destin", le soutien à "l'aspiration des peuples arabes à la solidarité et à l'unité" et l'appui aux "aspirations du monde arabe à l'ouverture et à la paix", il a défini ainsi le premier principe: "nous devons dialoguer en partenaires égaux, qui s'apprécient et s'estiment. Ce dialogue doit se développer dans le respect mutuel de ce que nous sommes, de ce qui fait notre identité. Notre fidélité aux droits de l'Homme, à des valeurs universelles, de tolérance et de liberté, ne doit pas nous empêcher de reconnaître que ces valeurs peuvent s'exprimer sous des formes différentes, à travers nos cultures et nos traditions respectives". (Jacques Chirac, Université du Caire, 8 avril 1996).

"n'avez-vous pas l'impression d'être assis sur un bidon de poudre?"; il répondit: "s'il n'y a pas une mèche allumée, c'est un bidon de farine!". Je suis indulgent sur les déclarations des responsables chinois, car les problèmes de leur pays sont terribles, et parce que l'expérience de l'ex-Yougoslavie, ou de l'ex-Union soviétique, doit nous faire beaucoup réfléchir.

Mais la seconde citation est bien différente. Lorsque le Président Chirac affirme à l'Université du Caire que "notre fidélité aux droits de l'homme, à des valeurs universelles, ne doit pas nous empêcher de reconnaître que ces valeurs peuvent s'exprimer sous des formes différentes", je ne suis plus indulgent. Peut-être y a-t-il une différenciation à opérer sur les messages, sur les langages, sur les projets, mais certainement pas sur la question de la violence et de la mort.

Si l'on peut comprendre qu'un dirigeant chinois énonce comme premier droit de l'homme celui de se nourrir, ou craigne qu'une implosion comme celle qu'a connue l'Europe centrale et orientale n'ait des effets tragiques de ce point de vue là, on ne peut se montrer indulgent lorsqu'un dirigeant occidental tourne la tête face à des problèmes tragiques de violence, d'oppression, de mort, dans des régimes autoritaires du monde islamique.

La question du rapport immigration-cohésion sociale est essentielle pour la gauche. Il s'agit de définir dans chacun des pays, et dans l'ensemble de l'Union européenne, des positions justes, et de nous opposer à l'idée d'une forteresse européenne en proposant des projets de cohésion sociale.

S'agissant enfin de la coopération entre le nord et le sud de la Méditerranée, il faut veiller à ne pas décevoir les espoirs importants suscités par la conférence Euro-méditerranéenne<sup>(2)</sup>. Notre stratégie doit tendre à rééquilibrer le nord et le sud de la Méditerranée afin de corriger les disparités énormes qui prévalent actuellement: les revenus du nord sont vingt fois supérieurs à ceux du sud, ce qui est évidemment intenable.

---

(2) **Barcelone.** La conférence euro-méditerranéenne s'est tenue à Barcelone en novembre 1995. Après l'ouverture de l'Union européenne vers l'est qui a suivi la chute du mur de Berlin, elle avait pour objet de rééquilibrer l'Europe vers le sud et de fonder un partenariat politique, économique, social et culturel entre les membres de l'Union européenne et les pays riverains de la Méditerranée. Cette conférence a mis en place une aide financière du Nord vers le Sud - relativement modeste en comparaison de l'aide vers l'Est - et prévoit, à terme, la création d'une zone de libre-échange.

**“L’Islam politique n’est ni une réalité aveugle, ni une réalité statique. C’est son exclusion du dialogue et du jeu politique qui en intensifie les courants les plus radicaux.”**

tous les terrains avec la mouvance islamique. Car l’Islam politique n’est ni une réalité aveugle, ni une réalité statique. C’est son exclusion du dialogue et du jeu politique qui en intensifie les courants les plus radicaux. L’exemple algérien en souligne l’urgence. Nous devons donc, au sein de l’Internationale socialiste par exemple, faire confluer nos approches, dépasser les schémas manichéens ou bilatéraux qui ne conduiraient qu’à l’alternative suivante: d’un côté, face à un phénomène de radicalisme, de violence, de terrorisme, estimer nécessaire d’appuyer les régimes qui s’opposent à cette situation, donc les régimes tunisien ou algérien; de l’autre, face à la confrontation bilatérale laïcité-religion, progrès-archaïsme, modernité-fundamentalisme, choisir de soutenir les forces exprimant la volonté majoritaire, même si leurs positions ne sont pas les nôtres, en commençant par balayer ces dictatures. Ce type d’approche est aventureux et terrible.

En réalité, la démarche à suivre est beaucoup plus complexe: nous devons nous efforcer d’aider nos amis qui, dans ces sociétés islamiques, tentent de moderniser l’Islam, de développer leurs économies, de démocratiser leurs régimes, et agir en ce sens de la façon la plus pragmatique et la plus efficace possible.

**“Nous devons nous efforcer d’aider nos amis qui, dans ces sociétés islamiques, tentent de moderniser l’Islam, de développer leurs économies, de démocratiser leurs régimes, et agir en ce sens de la façon la plus pragmatique possible.”**

Les sociaux-démocrates doivent donc refuser la thèse très destructrice du choc de civilisations et de l’opposition Islam-Occident. La réponse est celle du dialogue sur

tous les terrains avec la mouvance islamique. Car l’Islam politique n’est ni une réalité aveugle, ni une réalité statique. C’est son exclusion du dialogue et du jeu politique qui en intensifie les courants les plus radicaux. L’exemple algérien en souligne l’urgence. Nous devons donc, au sein de l’Internationale socialiste par exemple, faire confluer nos approches, dépasser les schémas manichéens ou bilatéraux qui ne conduiraient qu’à l’alternative suivante: d’un côté, face à un phénomène de radicalisme, de violence, de terrorisme, estimer nécessaire d’appuyer les régimes qui s’opposent à cette situation, donc les régimes tunisien ou algérien; de l’autre, face à la confrontation bilatérale laïcité-religion, progrès-archaïsme, modernité-fundamentalisme, choisir de soutenir les forces exprimant la volonté majoritaire, même si leurs positions ne sont pas les nôtres, en commençant par balayer ces dictatures. Ce type d’approche est aventureux et terrible.

En définitive, s’il existe une tâche commune de l’IS face à ces questions, elle devrait se concentrer sur trois axes:

- ✓ le débat culturel, idéologique, conceptuel, pour essayer de combattre les extrémismes re-

ligieux et nationalistes, par une affirmation forte des idéaux du socialisme démocratique, de la gauche, et des projets concrets dans le sens d’une société plus humaine, d’une éthique mondiale pour les nations;

- ✓ le renforcement des activités de l’Internationale socialiste, et notamment des relations Occident-monde arabe, par l’action de tous nos partis, mais aussi de notre Comité Moyen-Orient et du Comité Méditerranée; <sup>(3)</sup>

- ✓ l’aide aux forces culturelles, politiques, et même religieuses, qui jouent la carte de la modernisation de l’Islam dans la confrontation dialectique, politique, culturelle, avec les forces qui veulent l’islamisation et la globalisation islamiste de la modernité.

**S**i nous n’avançons pas dans ces trois directions, nous ne serons pas à la hauteur de notre mission. ❖

(3) Sur l’Internationale et ses Comités, se reporter au numéro 2 des Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Voyage au coeur de l’Internationale socialiste, Pierre Mauroy, septembre 1996.

**Alain Chenal :**  
**enseignant**  
**à l'université**  
**de Paris X -**  
**Nanterre,**  
**délégué**  
**national**  
**du parti**  
**socialiste**  
**à la**  
**Méditerranée.**

## **Le combat politique : quelle stratégie ? II** par Alain Chenal

Deux observations pour commencer : c'est dans la zone entre l'Europe et le monde musulman que nous avons des demandes immédiates d'intervention ; nous devons aborder ce problème dans un état d'esprit relativement modeste. Les Lumières, au cours de l'Histoire, n'ont pas toujours été du même côté. Si elles nous semblent aujourd'hui être chez nous, elles se trouvaient à une époque sur l'autre rivage de la Méditerranée. J'ajouterai à l'intention de nos amis français dont on évoque parfois l'arrogance, que nous ne devons pas oublier d'où nous venons. Nous sommes très fiers en France d'avoir aboli la peine de mort en 1981 - mais le Portugal l'avait fait depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Nous sommes fiers de la promotion des femmes dans les pays d'Europe - mais en 1936, les femmes avaient déjà le droit de vote en Turquie quand Léon Blum le leur refusait encore.

J'interviendrai avec une double ambition : d'une part, faire une analyse juste du phénomène, et, d'autre part, réfléchir aux moyens de mener le combat là où il doit être mené, c'est-à-dire dans le champ politique.

### **FAIRE UNE ANALYSE JUSTE.**

Cela suppose de prendre en compte quatre observations.

Premièrement, les facteurs du fondamentalisme sont essentiellement indigènes. Je ne crois pas à l'explication par la contagion extérieure que donnent un certain nombre de régimes, à savoir : "mon peuple est sain, mais il a été envahi par une épidémie venue de l'extérieur". Certes, les influences extérieures, et notamment l'appui financier et militaire, existent. Mais elles restent marginales par rapport aux causes locales, indigènes, de ces phénomènes.

Je ne reviendrai pas sur les nombreuses causes rappelées ici, mais

j'en mentionnerai deux présentes partout. La démographie, qui est un facteur-clé dans l'explication de ces phénomènes et ouvre des horizons très intéressants sur leurs évolutions; la généralisation de la corruption, et la lutte contre la corruption. J'évoquerai simplement une anecdote : il y a quelques années, dans un procès contre des islamistes dans un Emirat du Golfe, le plus haut magistrat demandait aux accusés: "comment avez-vous fait pour faire entrer vos bombes et vos mitraillettes?" L'accusé principal répondit : "exactement comme vous pour faire entrer votre whisky et vos cassettes pornographiques".

Deuxièmement, il existe un spectre très vaste dans ce que l'on appelle fondamentalisme, une très grande variété pouvant aller jusqu'à des groupes au langage et aux références de gauche . Des phénomènes politiquement différents ne peuvent donc être placés sous une étiquette unique, ce qui ouvre évidemment la voie à l'intégration dans le jeu politique pour une partie d'entre eux. Mais à côté de cette grande hétérogénéité, coexiste une extrême intransigeance dans les débats. En effet, lorsqu'on se situe dans la référence à une vérité, à un livre, la surenchère est facile, et la logique de la référence la plus fidèle et texte et au mythe fondateurs donne souvent le dernier argument à celui qui est le plus intransigeant.

Troisièmement, le rôle de l'Etat ne doit surtout pas être sous-estimé. Depuis quelques années, les Etats qui se sentent menacés par les mouvements fondamentalistes mènent une politique de compromis permanent avec eux. Ils commettent ainsi une erreur majeure et contribuent à l'extension de ces mouvements. J'imagine une sorte de parabole qui résume à peu près ce que je ressens: supposez que vous êtes dans un petit village d'Egypte. Trois ou quatre jeunes, un peu désespérés, viennent voir un vieux notable au fond d'une mosquée et lui

**“Des phénomènes politiquement différents ne peuvent être placés sous une étiquette unique, ce qui ouvre la voie à l'intégration dans le jeu politique pour une partie d'entre eux.”**

**“Dans un pays comme l’Egypte, il est impressionnant de voir aujourd’hui que la doctrine officielle - pour être un peu paradoxal -, c’est l’islamisme moins la révolte sociale, donc l’islamisme dans son aspect le plus contraignant, mais coupé de la dimension de révolte contre l’injustice.”**

disent: “ce n’est plus possible, ce gouvernement est infâme, il y a trop d’injustices. Nous avons trouvé des mitraillettes, nous allons faire un attentat”. Le noble vieillard leur répond: “votre combat est juste et légitime, allez-y”. Mais dès qu’ils auront le dos tourné, le noble vieillard se précipitera chez le

gouverneur, les dénoncera, dira qu’ils vont probablement être tués par la police, et expliquera au gouverneur: “l’émotion est très grande. Nous allons vous aider à calmer les esprits, mais il faudrait, pour améliorer la situation, que l’Etat fasse un effort, ferme des cafés, proscrive les programmes de télévision choquants, et puis cette loi sur l’adoption,...”.

Ainsi s’instaure un grignotage de la société civile, de l’Etat de droit, par l’Islam institutionnel, en utilisant le contrepois de ces groupuscules. Dans un pays comme l’Egypte, il est impressionnant de voir aujourd’hui que la doctrine officielle - pour être un peu paradoxal -, c’est l’islamisme moins la révolte sociale, donc l’islamisme dans son aspect le plus contraignant de répression, d’obsession contre le sexe, mais coupé de la dimension de révolte contre l’injustice. La garantie qu’apporte l’Islam officiel, c’est le maintien de l’ordre établi. Pour le reste, c’est l’obscurantisme le plus total. L’histoire de pays comme l’Algérie, la Tunisie à la fin de Bourguiba, d’autres encore, pourrait nous en donner des exemples.

Et ceux qui en France s’imaginent lutter contre le Front National en adoptant ses idées préparent sans doute des lendemains très difficiles.

Quatrièmement, sur le long terme, le fondamentalisme islamique n’est pas l’ennemi de l’Occident. Il cherche une sorte de conciliation, de compromis, avec les régimes occidentaux. Sur la longue du-

rée, loin d’être des révolutionnaires, les fondamentalistes souhaitent s’installer dans l’ordre établi, et prendre leur part des prévarications des systèmes qui précèdent. En revanche, ils sont les adversaires absolus de nos valeurs. Nous ne devons donc pas situer le combat et le débat avec ces mouvements sur le plan de l’intérêt de l’Occident contre tel ou tel pays, mais véritablement sur le champ politique.

**“Sur la longue durée, loin d’être des révolutionnaires, les fondamentalistes souhaitent s’installer dans l’ordre établi.”**

## COMMENT MENER LE COMBAT DANS LE CHAMP POLITIQUE ?

Nous savons que toutes les modernisations autoritaires tentées au cours de ce siècle ont échoué. La seule qui ait partiellement réussi est celle d’Ataturk, car elle reposait sur une société cosmopolite beaucoup plus ouverte, après des siècles d’interpénétration avec l’Europe des Lumières. Aucune modernisation autoritaire ne peut réussir sans une société ouverte au point de départ.

Nous constatons aussi que dans tous les pays, faute d’alternative, les islamistes apparaissent comme les enfants ou les héritiers naturels des régimes autoritaires. La chronologie des vingt dernières années est impressionnante: n’est-ce pas la Révolution des Oeillets qui a marqué le point de départ de la chute des dictatures du sud de l’Europe, d’un mouvement profond en Amérique Latine, d’ébranlements sérieux en Afrique Noire, de sorte qu’aujourd’hui le trou noir de la démocratisation se trouve quelque part dans la région du Moyen-Orient.

Les dictatures militaires y ont l’apparence du libéralisme économique: c’est le même régime, avec la privatisation au profit d’un clan militaire de ce qui était autrefois étatique. Ces systèmes deviennent ainsi militaro-mercantiles. Ces pétro-monarchies caricaturales seront un jour ou l’autre éliminées.

**“Aujourd’hui, le trou noir de la démocratisation se trouve quelque part dans la région du Moyen-Orient.”**

me, sur le plan de l’émergence de l’individu, sur le plan de l’autonomie de la société civile, là où nous pouvons mieux le défier, et sur la longue durée le contredire.

**E**n effet, rien n’indique que les aspirations profondes des êtres humains de telle ou telle région soient différentes des nôtres : c’est donc sur les domaines de l’émergence de l’individu, du renforcement des libertés, de la conquête du bonheur individuel, que nous devons nous battre et nous montrer intransigeants. Nous n’y parviendrons pas si nous semblons avoir un double standard les uns vis-à-vis des autres, mais au contraire si nous savons valoriser ce qui est au coeur de nos convictions. Et à cet égard, la valeur essentielle est manifestement le respect absolu de la vie humaine. Je proposerais même qu’une organisation comme l’Internationale socialiste considère l’abolition de la peine de mort comme un critère fondamental, et demande que tout parti membre en situation de réaliser cette réforme législative s’y engage ou soit exclu, tant il est vrai que l’on ne peut durablement appartenir à une organisation internationale sans mettre en oeuvre cette abolition là où elle n’est pas encore entrée en vigueur.

**J**e reviendrai avant de conclure sur un élément fondamental de ce mouvement, la tendance au repli. Elle se nourrit notamment de l’absence

**“Comment partager des valeurs avec nous, si pour venir quelques jours échanger des points de vue avec ceux qui sont de l’autre côté de la Méditerranée, il faut s’humilier pour obtenir, ou acheter à prix d’or, son visa?”**

**N**otre tâche principale, dès lors, est de confronter ce mouvement là où il est faible, sur le plan de l’universalisme,

de liberté de circulation, et de l’extrême difficulté à se rencontrer. L’Europe porte en ce domaine une certaine responsabilité, de par sa conception infiniment trop policière, trop sécuritaire, du rapport avec ses voisins. Bien des rai-

sons justifient sans doute ces précautions, mais aujourd’hui, la transformation de la quête d’un visa en une sorte de parcours du combattant a, sur le long terme, des effets dévastateurs. Comment partager des valeurs avec nous, si toute rencontre est impossible, si pour venir quelques jours échanger des points de vue avec ceux qui sont de l’autre côté de la Méditerranée, il faut s’humilier pour obtenir ou acheter à prix d’or son visa?

**L**’une des chances de l’Islam peut résider dans l’émergence de communautés musulmanes dans des régions du monde où l’Etat et le droit ne sont pas musulmans, et où l’Islam doit se recentrer sur la foi et la pratique individuelle. Nous devons donc prêter une très grande attention au devenir des communautés musulmanes en Occident car elles seront sans doute porteuses demain d’une rénovation profonde quant à la manière de vivre une religion sans la facilité qu’offre la contrainte de l’Etat. En accordant une juste place à cette religion dans notre société, en lui assurant un traitement égal avec les autres, nous pourrons lutter contre l’apparition d’un communautarisme de repli et favoriser l’expression d’une pratique qui, pour une fois dégagée des béquilles de la contrainte légale, pourra inventer l’Islam de la liberté. ❖

# Liste des participants

---

**Pierre Mauroy** : président de l'Internationale socialiste, président de la Fondation Jean-Jaurès

## ALLEMAGNE

**Michael Hofmann** : historien, secrétaire international du SPD

**Thomas Meyer** : professeur à l'université de Dortmund

**Reimund Seidelmann** : professeur à l'université de Jena

**Udo Verholt** : chercheur à l'université de Dortmund

**Guntram Von Schenk** : conseiller du groupe parlementaire du SPD pour les questions du monde arabe

## ALGÉRIE

**Hocine Aït Ahmed** : secrétaire général du FFS

**Ahmed Djeddai** : secrétaire international du FFS

## BRÉSIL

**Alfredo Valladao** : professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

## ESPAGNE

**Raimon Obiols** : universitaire, secrétaire international du PSOE

## ÉTATS-UNIS

**Scott Appleby** : professeur au centre Cushwa pour l'étude du catholicisme américain et à l'université de Notre Dame, Indiana

**Dick Howard** : professeur de philosophie politique à l'université de Stony Brook, New-York

**John Mason** : professeur de sciences politiques à l'université William Paterson, New Jersey

## FRANCE

**Jean Le Garrec** : ancien ministre, président du comité d'orientation scientifique de la Fondation Jean-Jaurès

**Pierre Guidoni** : ancien ambassadeur, premier vice-président de la Fondation Jean-Jaurès

**Michel Thauvin** : ancien député, trésorier de la Fondation Jean-Jaurès

**Alain Chenal** : enseignant à l'université de Paris X - Nanterre, délégué national du PS à la Méditerranée

## INDE

**Pradip Bose** : chercheur; secrétaire général du Centre indien pour la social-démocratie, New-Delhi.

## ISRAËL

**Eli Barnavi** : professeur d'histoire à l'université de Tel Aviv

## PALESTINE

**Leila Shahid** : déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France

## **PORTUGAL**

**Luis Filipe Amado** : secrétaire d'Etat adjoint à l'Intérieur

## **SUÈDE**

**Gun-Britt Andersson** : ministre d'Etat

**Ingmar Karlsson** : ambassadeur

## **TUNISIE**

**Moncef Marzouki** : ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme

## **TURQUIE**

**Bülent Tanor** : professeur de droit à l'université d'Istanbul

## **FONDATION FRIEDRICH EBERT**

**Klaus-Peter Treydte** : représentant permanent de la Fondation Friedrich Ebert à Paris

# **Table des matières**

---

## **n° 3 - Analyses régionales**

<b>Palestine : Leïla Shahid</b>	4
<b>Israël : Eli Barnavi</b>	9
<b>Turquie : Bülent Tanor</b>	14
<b>Algérie : Hocine Aït Ahmed</b>	19
<b>Asie du sud : Pradip Bose</b>	24
<b>Etats-Unis : Dick Howard</b>	34
<b>Amérique latine : John Mason</b>	41

## **n° 4 - Perspectives d'action**

<b>La recherche universitaire : quelles apports ? Scott Appleby</b>	4
<b>L'analyse du fondamentalisme : quels concepts ? Thomas Meyer</b>	11
<b>Dialogue ou endiguement : quel choix ? Ingmar Karlsson</b>	21
<b>L'intégration au système politique : quelles conditions ? Reimund Seidelmann</b>	26
<b>Le combat politique : quelle stratégie ? (I) : Raimon Obiols</b>	30
<b>Le combat politique : quelle stratégie ? (II) : Alain Chenal</b>	39
<b>Liste des participants</b>	44